## Le programme prioritaire de l'eau sur les rails

- · Avec un investissement global de 115 milliards de DH sur 6 ans
- Construction de barrages, valorisation et recyclage des eaux usées, les grands axes
- Etalé sur six ans, il concerne l'ensemble des régions

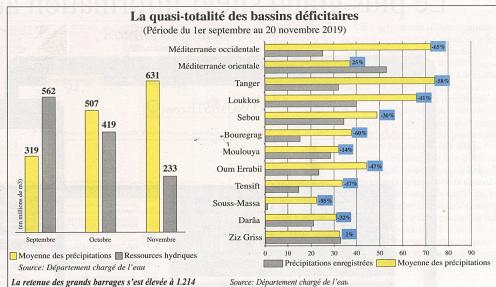
C'EST parti pour le plan prioritaire d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation. Le projet a été présenté devant le Roi à Marrakech, en présence de toutes les parties prenantes. L'enjeu est en effet d'importance capitale. Il s'agit de prémunir la population contre le risque de stress hydrique tout en assurant la sécurité alimentaire.

Etalé sur la période 2020-2027, le projet qui concerne l'ensemble des régions est doté d'une enveloppe de 115 milliards de DH. Il s'articule autour de cinq axes principaux. Le premier cible l'amélioration de l'offre hydrique via la construction de barrages. La gestion de la demande et la valorisation de la ressource, en particulier dans le secteur agricole, sont érigées en priorité. En clair, il est question de promouvoir les cultures qui valorisent au mieux la ressource hydrique tout en veillant à son économie via les systèmes appropriés. Ceci, tout en renforçant l'approvisionnement du monde rural en eau potable, c'est l'objet du 3e axe. Alors que le 4e axe cible le recyclage des eaux usées et leur réutilisation dans l'irrigation des espaces verts.

Le dernier axe insiste enfin sur la nécessité de communiquer et de sensibiliser le citoyen sur l'importance de la préservation de la ressource et la rationalisation de son utilisation.

Pièce maîtresse du programme, la réalisation des ouvrages de retenue porte sur l'achèvement des barrages en cours de construction. Au nombre de 4, ces ouvrages, situés dans les provinces de Midelt, Larache, Tétouan et le Haouz, totalisent un investissement de 3,65 milliards de DH. Au programme également, la poursuite des travaux de construction de 13 grands barrages moyennant un budget de 14,8 milliards de DH. Enfin, le lancement de 2 grands barrages: Sidi Abbou dans la province de Taounate et Mohammed V dans la province de Taourirte. Ils vont nécessiter un investissement global de 2,58 milliards

Au chapitre des petits et moyens barrages, 16 sont en cours de réalisation dans l'Oriental et les provinces du Sud et tota-



l'ordre de 16% par rapport à la moyenne pluviométrique. Mais la situation porte uniquement sur 3 mois lisent un investissement de 415 millions de DH. Des études sont également en cours

millions de m3, ce qui se traduit par un déficit de

partis sur l'ensemble du territoire. Ainsi plusieurs petits barrages seront réalisés sur la période 2020-2026. Sans oublier aussi des projets de transfert des eaux des zones excédentaires vers celles déficitaires.

d'achèvement pour 25 petits barrages ré-

En termes de gestion et de planification de la demande en eau, il est prévu d'achever les études ciblant l'approvisionnement des secteurs industriel et touristique dans les principales villes du Royaume.

Pour le moment, le bilan des réalisations est jugé satisfaisant. Le pays dispose d'infrastructures de retenue des eaux et des stations de traitement de l'eau potable. Le taux d'accès à l'eau potable dans le monde rural se situe à plus de 97%. De plus, environ 2 millions d'hectares sont irrigués actuellement. Des plaines et des villes ont pu être protégées des crues et inondations.

A la base de ces acquis figurent d'importantes réalisations. Le Maroc dispose actuellement de 145 grands barrages totalisant une réserve de 18,6 milliards de m3 et 129 petits et moyens. Mais est-ce suffisant par rapport à la moyenne annuelle des précipitations? Selon les données de la météorologie nationale, le pays reçoit entre 50 et 200 milliards de m3 en fonction de la pluviométrie, mais en capte moins de 20 milliards.

Pour ce qui est de l'approvisionnement de la population en eau potable, le pays compte 82 stations de traitement. Et les réalisations en ce qui concerne le transfert des eaux inter-régions totalisent 13 projets. A.G. Source: Département chargé de l'eau

Sur la période automnale de 2019, la quasi-totalité des bassins d'eau présentait un déficit plus ou moins prononcé par rapport à la moyenne des précipitations